

Assemblée générale de JardinSuisse Genève

Le sujet complexe concernant les entreprises paysagistes situées sur des terrains en zone agricole a dominé la séance printanière de l'association genevoise.

Texte: Alain-Xavier Wurst

JardinSuisse Genève avait organisé, le 11 mai dernier, sa traditionnelle assemblée générale de printemps. Le président de l'association, Vincent Compagnon, a présenté à cette occasion Madame Flore Teyssiere, qui remplace depuis le 1^{er} janvier Robert Angelozzi au poste de secrétaire patronale. Olivier Mark, président de JardinSuisse, assistait par ailleurs à cette séance.

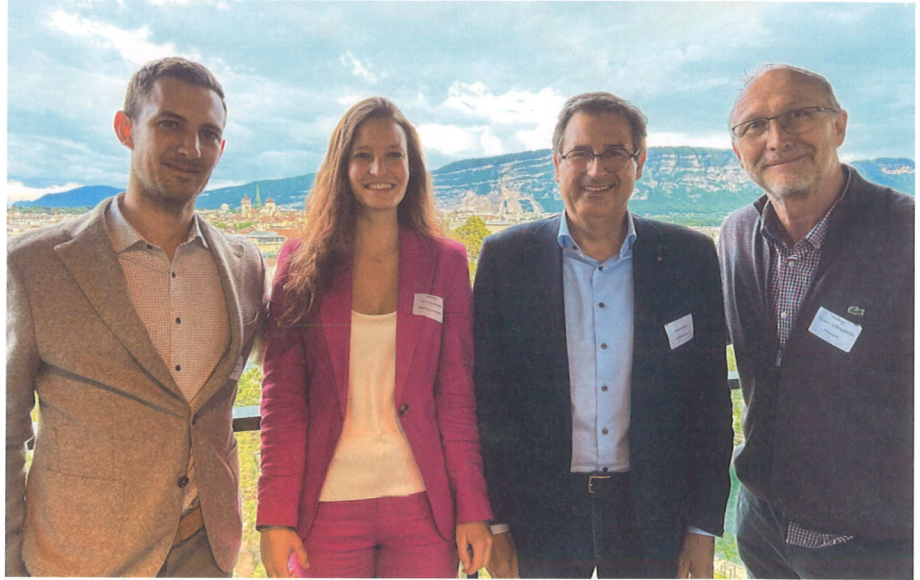
Vincent Compagnon a débuté par un rapide survol des récents travaux du comité:

- La transition écologique, «un sujet important et primordial dont nous devons vraiment nous emparer»;
- La nouvelle convention collective de travail (CCT) étendue, mise en place pour cinq ans et pour laquelle «la seule chose qui puisse être renégociée, ce sont les salaires»;
- La défense des métiers verts;
- La promotion de la production locale, car «il devient de plus en plus difficile pour les producteurs restants de vivre de leur métier» a relevé Vincent Compagnon.

Principal sujet abordé lors de cette séance, l'occupation de terrains situés en zone agricole par les entreprises paysagistes suscite une grande inquiétude. En effet, en vertu de la loi sur l'aménagement du territoire, les entreprises de la branche verte ne sont pas considérées comme des exploitations agricoles. De ce fait, leur installation en zone agricole est illégale.

Cette question problématique touche tous les cantons. Afin d'aller de l'avant, JardinSuisse Genève et le Groupement Genevois des Entreprises (GGE) ont mis en place le projet «Genève en vert», dont l'objectif vise à regrouper les entreprises du secteur dans 4 à 10 Centres horticoles écologiques et paysagers (CHEP) situés à la périphérie du canton, sur des terrains spécifiquement autorisés à cet effet par le Conseil d'Etat. Les CHEP pourraient être considérés comme des centres artisanaux spécialisés et autogérés, conçus pour mutualiser les infrastructures entre les paysagistes locataires. L'idée serait non seulement d'optimiser l'espace grâce à la densification des installations, mais également de valoriser les déchets organiques et produire de l'énergie verte.

Pour que ce projet puisse aboutir, encore faut-il trouver des terrains disponibles. La



De droite à gauche: Vincent Compagnon, Olivier Mark, Flore Teyssiere et Jonas Baumgartner (vice-président de JardinSuisse Genève), à la Fédération des Entreprises Romandes, pour l'assemblée générale de JardinSuisse Genève le 11 mai 2023. Photo: Myriam Garcia-Waeyenbergh

Fondation pour les Terrains Industriels (FTI) de Genève, qui gère la quasi-totalité des périmètres industriels du canton, a été sollicitée pour rechercher des espaces. «On parle d'un projet lointain, à l'horizon 2028, mais il a le mérite d'exister, même s'il est incertain car fortement politisé», a relevé Vincent Compagnon.

Afin de connaître la situation précise de chacun de ses membres, et de pouvoir ainsi estimer correctement la surface totale de terrains qui serait nécessaire, JardinSuisse a envoyé à ses membres un questionnaire, sous couvert d'anonymat. Sur une soixantaine d'entreprises contactées, seule une trentaine a répondu. «Je regrette vraiment que tout le monde n'ait pas participé à ce sondage, car les enjeux sont prioritaires, nous ne disposons pas de terrain approprié pour notre activité», a déclaré Claude Genty. «Ce sujet a une importance majeure, j'invite chaque membre à réagir», a ajouté de son côté Vincent Compagnon.

Près de 80% des entreprises paysagistes sont situées en zone agricole. Actuellement, JardinSuisse a obtenu auprès de l'Etat un moratoire d'une année pour sept entreprises qui, si elles ne trouvent pas de terrains hors zone agricole d'ici l'année prochaine, de-

vront cesser leurs activités. «Nous travaillons à trouver une solution pour d'autres entreprises dans la même situation. Adressez-vous au secrétariat si besoin, et on vous aidera. C'est un sujet qui nous prend beaucoup de temps», a reconnu Vincent Compagnon.

Dans le cadre de «JardinPolitique», l'association avait invité en mars les députés du Grand Conseil afin de les sensibiliser aux problématiques rencontrées par les entreprises de la branche verte. Une quinzaine de députés ont répondu présent pour visiter la pépinière Jacquet à Bernex, et voir de quelle façon un arbre était planté et arraché. Les élus sont ensuite allés sur un site de construction du tramway, pour comprendre les défis techniques qui se posent lors des plantations d'arbres sur un chantier.

Enfin, JardinSuisse Genève organisera en 2024 la Fête des Jardins et du Paysage, à la suite de Fribourg, ainsi que le concours romand des apprentis paysagistes.

La séance s'est achevée sur une présentation de Nicolas Hasler, chef du service de l'environnement de Lancy, venu présenter la démarche de sa commune sur le sujet: comment planter et entretenir des arbres sur du bien-fonds privé (voir p. 23).